

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 228 du 23.03

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Site de la Solidarité socialiste : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

1 Médias

1-1 Les stratégies et techniques employées pour la manipulation de l'opinion publique et de la société.

2 Les brèves

2-1 Programme du nouveau gouvernement : Le gouvernement confirme que la résistance est un droit légitime du peuple palestinien.

2-2 Femmes ministres, une lutte commune pour l'intégration.

2-3 Droits de l'homme: Israël accusé de pratiquer l'apartheid.

2-4 Israël prêt à des concessions "douloureuses", selon Olmert.

3 Dossier

3-1 Point de vue de Karim Mohsen : Les Palestiniens face au chantage US et israélien.

3-2 Point de vue de John V. Whitbeck : Au sujet du droit d'Israël d'exister.

3-3 Gideon Lévy : La procédure de la fille du voisin : l'armée israélienne utilise des enfants comme boucliers humains.

3-4 Dossier de Ran HaCohen : La déshumanisation des Palestiniens par Israël a déshumanisé les Israéliens eux-mêmes.

3-5 Point de vue de Meron Benvenisti : Diviser pour régner

5 Annexe

5-1 Les discours du Président Mahmoud Abbas, et du Premier Ministre Ismaïl Hanieh le samedi 17 mars 2007.

5-2 Voyage au coeur du lobby pro-israelien à Washington.

6 Action

6-1 A l'occasion de la Journée de la Terre

a) Conférence débat de l'Association Belgo-Palestinienne (Belgique)

b) Soirée de solidarité avec la Palestine et le Liban de StopUsa (Belgique)

1 Médias/Vidéos

1-1 Les stratégies et techniques employées pour la manipulation de l'opinion publique et de la société.

[1] La stratégie de la diversion

Elément primordial du contrôle social, la stratégie de la diversion consiste à détourner l'attention du public des problèmes importants et des mutations décidées par les élites politiques et économiques, grâce à un déluge continu de distractions et d'informations insignifiantes. La stratégie de la diversion est également indispensable pour empêcher le public de s'intéresser aux connaissances essentielles, dans les domaines de la science, de l'économie, de la psychologie, de la neurobiologie, et de la cybernétique. "Garder l'attention du public distraite, loin des véritables problèmes sociaux, captivée par des sujets sans importance réelle. Garder le public occupé, occupé, occupé, sans aucun temps pour penser ; de retour à la ferme avec les autres animaux." (extrait de "Armes silencieuses pour guerres tranquilles")

[2] Créer des problèmes, puis offrir des solutions

Cette méthode est aussi appelée "problème-réaction-solution". On crée d'abord un problème, une "situation" prévue pour susciter une certaine réaction du public, afin que celui-ci soit lui-même demandeur des mesures qu'on souhaite lui faire accepter. Par exemple : laisser se développer la violence urbaine, ou organiser des attentats sanglants, afin que le public soit demandeur de lois sécuritaires au détriment de la liberté. Ou encore : créer une crise économique pour faire accepter comme un mal nécessaire le recul des droits sociaux et le démantèlement des services publics.

[3] La stratégie du dégradé

Pour faire accepter une mesure inacceptable, il suffit de l'appliquer progressivement, en "dégradé", sur une durée de 10 ans. C'est de cette façon que des conditions socio-économiques radicalement nouvelles ont été imposées durant les années 1980 à 1990. Chômage massif, précarité, flexibilité, délocalisations, salaires n'assurant plus un revenu décent, autant de changements qui auraient provoqué une révolution si ils avaient été appliqués brutalement.

[4] La stratégie du différé

Une autre façon de faire accepter une décision impopulaire est de la présenter comme "douloureuse mais nécessaire", en obtenant l'accord du public dans le présent pour une application dans le futur. Il est toujours plus facile d'accepter un sacrifice futur qu'un sacrifice immédiat. D'abord parce que l'effort n'est pas à fournir tout de suite. Ensuite parce que le public a toujours tendance à espérer naïvement que "tout ira mieux demain" et que le sacrifice demandé pourra être évité. Enfin, cela laisse du temps au public pour s'habituer à l'idée du changement et l'accepter avec résignation lorsque le moment sera venu. Exemple récent : le passage à l'Euro et la perte de la souveraineté monétaire et économique ont été acceptés par les pays Européens en 1994-95 pour une application en 2001. Autre exemple : les accords multilatéraux du FTAA que les USA ont imposé en 2001 aux pays du continent américain pourtant réticents, en concédant une application différée à 2005.

[5] S'adresser au public comme à des enfants en bas-âge

La plupart des publicités destinées au grand-public utilisent un discours, des arguments, des personnages, et un ton particulièrement infantilissants, souvent proche du débilitant, comme si le spectateur était un enfant en bas-âge ou un handicapé mental. Exemple typique : la campagne TV française pour le passage à l'Euro ("les jours euro"). Plus on cherchera à tromper le spectateur, plus on adoptera un ton infantilissant. Pourquoi ? "Si on s'adresse à une personne comme si elle était âgée de 12 ans, alors, en raison de la suggestibilité, elle aura, avec une

certaine probabilité, une réponse ou une réaction aussi dénuée de sens critique que celles d'une personne de 12 ans." (cf. "Armes silencieuses pour guerres tranquilles")

[6] Faire appel à l'émotionnel plutôt qu'à la réflexion

Faire appel à l'émotionnel est une technique classique pour court-circuiter l'analyse rationnelle, et donc le sens critique des individus. De plus, l'utilisation du registre émotionnel permet d'ouvrir la porte d'accès à l'inconscient pour y implanter des idées, des désirs, des peurs, des pulsions, ou des comportements...

[7] Maintenir le public dans l'ignorance et la bêtise

Faire en sorte que le public soit incapable de comprendre les technologies et les méthodes utilisées pour son contrôle et son esclavage. "La qualité de l'éducation donnée aux classes inférieures doit être de la plus pauvre sorte, de telle sorte que le fossé de l'ignorance qui isole les classes inférieures des classes supérieures soit et demeure incompréhensible par les classes inférieures." (cf. "Armes silencieuses pour guerres tranquilles")

[8] Encourager le public à se complaire dans la médiocrité

Encourager le public à trouver "cool" le fait d'être bête, vulgaire, et inculte...

[9] Remplacer la révolte par la culpabilité

Faire croire à l'individu qu'il est seul responsable de son malheur, à cause de l'insuffisance de son intelligence, de ses capacités, ou de ses efforts. Ainsi, au lieu de se révolter contre le système économique, l'individu s'auto-dévalue et culpabilise, ce qui engendre un état dépressif dont l'un des effets est l'inhibition de l'action. Et sans action, pas de révolution !...

[10] Connaître les individus mieux qu'ils ne se connaissent eux-mêmes

Au cours des 50 dernières années, les progrès fulgurants de la science ont creusé un fossé croissant entre les connaissances du public et celles détenues et utilisées par les élites dirigeantes. Grâce à la biologie, la neurobiologie, et la psychologie appliquée, le "système" est parvenu à une connaissance avancée de l'être humain, à la fois physiquement et psychologiquement. Le système en est arrivé à mieux connaître l'individu moyen que celui-ci ne se connaît lui-même. Cela signifie que dans la majorité des cas, le système détient un plus grand contrôle et un plus grand pouvoir sur les individus que les individus eux-mêmes.

Anonyme

2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Programme du nouveau gouvernement : Le gouvernement confirme que la résistance est un droit légitime du peuple palestinien.

Voici des extraits du programme du nouveau gouvernement palestinien.

"Le gouvernement d'unité nationale travaillera aux plus hauts intérêts du peuple palestinien, par les moyens suivants":

- "le gouvernement confirme que la clé de la sécurité et la stabilité dans la région est la fin de l'occupation israélienne de la terre palestinienne, la reconnaissance du droit à l'auto-détermination palestinienne et le gouvernement travaillera avec la communauté internationale pour mettre fin à l'occupation et rétablir les droits légitimes du peuple palestinien".
- "le gouvernement soutient la protection des plus hauts intérêts nationaux du peuple palestinien et la protection de ses droits sur cette base, il respecte les résolutions internationales et accords signés par l'OLP".
- "le gouvernement maintient son rejet de ce qui est appelé des frontières temporaires car cette idée est fondée sur un principe qui nie le droit légitime du peuple palestinien".
- "il tient fermement aux droits des réfugiés palestiniens et au droit au retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres et leurs biens"
- "le gouvernement confirme que la résistance est un droit légitime du peuple palestinien. Suspendre la résistance dépend de la fin de l'occupation, et l'obtention de la liberté, du droit au retour et l'indépendance".
- "malgré cela, le gouvernement, par consensus national, travaillera à maintenir la trêve, et l'étendre pour qu'elle devienne complète, mutuelle et synchronisée en échange de l'engagement d'Israël à mettre fin aux mesures d'occupation".

Texte publié sur deux sites Internet du Hamas

Jedi 15 mars 2007

Repris par : http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=3755

2-2 Femmes ministres, une lutte commune pour l'intégration.

Khaloud D'eibes, nouvelle ministre du Tourisme, a déclaré que le travail effectué actuellement au sein de la nouvelle coalition mènera à l'amélioration du statut et des conditions de vie de la femme, ainsi qu'à l'augmentation de leur participation politique.

Cette indépendante travaille en étroite collaboration avec Amal Siam, ministre des Affaires des Femmes et membre du Hamas.

Cette dernière a déclaré que cette coopération est centrée sur la défense des intérêts des femmes. "Notre travail au sein de la nouvelle coalition est dicté par l'intérêt public, non par les affiliations politiques."

Amal Siam a également souligné que les points de convergence unissant les militants travaillant pour les droits des femmes sont nombreux. "Nous sommes concernés par leurs problèmes qui sont des instruments pour faire progresser le processus de construction nationale. Le sort des femmes détenues dans les prisons israéliennes, fortement marginalisées, figure parmi nos priorités."

La ministre du Tourisme a enfin souligné la similarité des buts que les ministres poursuivent au sein du gouvernement. "Notre travail n'est pas forcément semblable mais nous visons les mêmes résultats: une meilleure intégration de tous dans la société palestinienne."

Source : PNN 22.03.07

2-3 Droits de l'homme: Israël accusé de pratiquer l'apartheid.

Le rapporteur de l'ONU pour les droits de l'homme dans les territoires palestiniens John Dugard a accusé Israël de pratiquer une politique d'apartheid et de colonisation.

"Il y a des similarités évidentes entre la situation dans les territoires palestiniens et l'apartheid en Afrique du Sud", a affirmé le rapporteur spécial, de nationalité sud-africaine. "Quiconque a connu l'apartheid a une impression de déjà vu en se rendant dans les territoires palestiniens", a déclaré M. Dugard.

Le rapporteur a été autorisé par Israël à se rendre dans les territoires en décembre dernier. Il a souligné que la situation a continué de se détériorer tant à Gaza qu'en Cisjordanie. "Le fait que les colonies de peuplement israéliennes, avec un demi-million d'habitants, constituent une forme de colonialisme ne peut pas être sérieusement contesté", a déclaré l'expert de l'ONU.

Et de conclure par une mise en garde: "Les pays occidentaux ne peuvent pas attendre des pays en développement qu'ils se préoccupent des violations des droits de l'homme au Darfour, au Zimbabwe et en Birmanie s'ils ne paraissent pas concernés par la situation dans les territoires palestiniens".

Source : Afs.

http://www.edicom.ch/fr/news/international/269_3502116.html

2-4 Israël prêt à des concessions "douloureuses", selon Olmert.

Confronté à un gouvernement palestinien qu'il considère hostile, le Premier ministre Olmert a affirmé :

"Mon gouvernement ne laissera passer aucune occasion d'entamer le dialogue avec nos ennemis", a ajouté Olmert. "Il est prêt à faire des concessions difficiles, douloureuses et de grande envergure pour encourager ce dialogue". Et favoriser une reprise des pourparlers de paix.

Il a jugé que le plan de paix saoudien, autrefois rejeté purement et simplement par Israël car Israël avait encore durci son opposition lorsque la Ligue arabe a rajouté au plan Abdallah un additif soutenant le droit au retour des réfugiés. pouvait constituer une "base convenable" pour poursuivre les contacts avec les Arabes modérés.

Ce plan propose l'établissement de relations diplomatiques entre l'Etat hébreu et les pays arabes en échange du retrait israélien total des territoires capturés pendant la guerre de 1967.

"L'initiative saoudienne est intéressante, et comporte de nombreuses sections que je serais prêt à accepter - même si bien sûr, pas toutes",

Un plan régional sur le type du projet saoudien pourrait en effet fournir à Olmert une autre piste de travail maintenant qu'il a exclu le chemin bilatéral avec les Palestiniens et refuse d'avoir quoi que ce soit à voir avec le nouveau gouvernement Hamas-Fatah. Et que les discussions avec Abbas doivent, selon Olmert, se cantonner aux questions humanitaires.

Source : AP

22 mars 2007, 15h15

3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Karim Mohsen : Les Palestiniens face au chantage US et israélien.

Le cabinet d'union palestinien a entamé une course contre la montre pour convaincre la communauté internationale de lever le boycott.

Présidé, exceptionnellement par le chef de l'Autorité palestinienne, le président Abbas, le gouvernement d'union s'est réuni pour la première fois, dimanche, à la fois à Ghaza et à Ramallah -par vidéo conférence- (à cause de l'interdiction faite par Israël aux Palestiniens de circuler entre Ghaza et la Cisjordanie).

Cette réunion a eu lieu au moment où Israël et les Etats-Unis opposaient une fin de non-recevoir aux Palestiniens, Israël refusant de négocier avec le nouveau gouvernement alors que Washington fait un distinguo - classification que les Palestiniens estiment *«inacceptable»*- entre les Palestiniens avec lesquels il poursuivra ses *«contacts»* et ceux avec qui il refuse de discuter.

Les Palestiniens font ainsi face à un véritable chantage israélo-américain d'autant plus que les exigences du Quartette (USA, UE, ONU et Russie) auxquelles il est demandé au gouvernement palestinien de s'y conformer, ne s'appliquent, ni ne s'adressent aux oppresseurs israéliens.

Dans son intervention, samedi, lors de l'investiture du cabinet d'union, le Premier ministre palestinien, issu du Hamas, Ismail Haniyeh, avait réitéré devant le Parlement le droit des Palestiniens à la *«résistance»* -droit reconnu notamment par la résolution 1415 de juin 1960 du Conseil de sécurité de l'ONU- tout en promettant d'oeuvrer en vue d'instaurer une trêve dans les violences. M.Haniyeh a indiqué que son gouvernement oeuvrerait à la *«création d'un Etat palestinien indépendant, jouissant d'une pleine souveraineté sur les territoires occupés en 1967»*, position conforme aux résolutions de l'ONU sur le dossier israélo-palestinien.

La reconnaissance d'Israël ne peut, dès lors, être un préalable et doit être l'aboutissement d'accords entre les deux parties, palestinienne et israélienne. Comment, en tout état de cause, exiger des Palestiniens de reconnaître un Etat qui occupe leur territoire, procède à une vaste colonisation de la Cisjordanie et organise la judaïsation de Jérusalem-Est?

Compte tenu de ces faits et singulièrement des résolutions 181 de 1947 (portant partage de la Palestine historique entre juifs et Arabes) 242 de 1967 et 338 de 1973 (exigeant le retrait d'Israël des territoires palestiniens occupés en 1967 et en 1973), il est, dès lors, étonnant d'entendre le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dire sa *«déception»* quant à la réaffirmation par le cabinet d'union du droit légitime du peuple palestinien *«à la résistance sous toutes ses formes»*.

Ce qu'entérine la résolution de 1960 sur les droits des peuples colonisés, outre à l'autodétermination et à l'indépendance, à la résistance par tous les moyens, y compris par les armes. M.Ban qui a estimé que le nouveau gouvernement Hamas-Fatah *«n'a pas clairement dit qu'il respecterait ces trois principes»* (renoncement à la violence, acceptation des accords passés (par les Palestiniens) avec Israël, reconnaître l'Etat hébreu), n'a pas en revanche regretté qu'Israël ne se soit toujours pas conformé aux résolutions *«pertinentes»* de l'ONU sur le conflit israélo-palestinien votées, il y a quarante ans. En fait, en devenant partie du dossier, le secrétaire général de l'ONU se disqualifie et disqualifie dans le même temps son organisation.

S'il n'y a pas lieu de revenir sur le refus israélien, la position du *«parrain»* américain, théoriquement arbitre du conflit du Proche-Orient, est à tout le moins insoutenable, quand Washington qui excipe à tout moment du *«droit»* d'Israël à se *«défendre»*, dénie aux Palestiniens celui de *«résister»* à l'occupation étrangère dit ainsi son *«inquiétude»* au fait que les Palestiniens font valoir leur droit à la résistance. Réagissant à la déclaration du Premier ministre palestinien, une porte-parole du département d'Etat a estimé, dimanche, que *«la référence au droit à la résistance est inquiétant et contredit directement les principes du Quartette de renoncement à la violence»*. On parle ainsi de principes quand une seule partie, la partie palestinienne, est sommée de se plier au diktat du Quartette, diktat qui est, avant tout, celui d'Israël, quand ce même Israël est étrangement ignoré par cette absurde interprétation du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, qui fait que l'opresseur israélien est ménagé alors qu'il est demandé au peuple palestinien, qui fait face à l'occupation, de se soumettre davantage.

Aussi, si *«terrorisme»* palestinien il y a, c'est bien du fait de cette application, à deux vitesses, des lois internationales, qui l'y contraint, qui fait que le conflit israélo-palestinien -qui entre dans sa soixantième année- voit l'ONU impuissante à faire se conformer Israël aux résolutions du Conseil de sécurité, et la *«communauté internationale»* de jouer le rôle qui était attendu d'elle dans le plus vieux conflit de l'humanité moderne.

Karim Mohsen

Publié dans : L'EXPRESSIONDZ.COM 20 mars 2007

3-2 Point de vue de John V. Whitbeck : Au sujet du droit d'Israel d'exister.

il est temps d'examiner la justification mise en avant par Israël, les Etats-Unis et l'Union Européenne de la punition collective infligée au peuple palestinien en représailles à son « mauvais » choix lors des élections démocratiques de janvier dernier - c'est-à-dire le refus du Hamas de « reconnaître Israël » ou de « reconnaître l'existence d'Israël » ou de « reconnaître à Israël le droit d'exister ».

Ces trois formulations ont été utilisées de façon interchangeable par les médias, les politiciens et même les diplomates, comme si elles signifiaient la même chose. Ce qui n'est pas le cas.

“Reconnaître Israël” ou n'importe quel autre Etat est un acte officiel légal/diplomatique par un Etat envers un autre Etat.

Il est inapproprié - et même absurde - de parler d'un parti ou d'un mouvement politique, même appartenant à un Etat souverain, qui donnerait reconnaissance diplomatique à un Etat.

Parler de la « reconnaissance d'Israël » par le Hamas est tout simplement nul, un raccourci trompeur qui sème la confusion sur la demande réelle qui est faite.

“Reconnaître l'existence d'Israël” n'est pas un non-sens logique et implique, à première vue, la reconnaissance manifeste d'un fait de la vie - comme la mort et les impôts.

Pourtant, cette formulation comporte de sérieux problèmes pratiques. Quel Israël, à l'intérieur de quelles frontières, cela concerne-t-il ?

Les 55% de la Palestine historique recommandés pour un Etat juif par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1947 ?

Les 78% de la Palestine historique occupés par Israël en 1948 et considérés maintenant partout dans le monde comme « Israël », ou « territoire israélien » (« Israël proper » en anglais) ?

Les 100% de la Palestine historique occupés par Israël depuis juin 1967 et montrés comme étant « Israël » sur les cartes des livres de classe israéliens ?

Israël n'a jamais défini ses propres frontières, puisque le faire le limiterait nécessairement.

Cependant, si c'est tout cela qui était demandé au Hamas, il lui serait possible de reconnaître, comme un fait avéré, qu'un Etat d'Israël existe aujourd'hui à l'intérieur de quelques frontières spécifiées.

“Reconnaître à Israël le droit d'exister”, la demande réelle, est d'un niveau totalement différent. Cette formulation ne concerne pas des formalités diplomatiques ou une simple acceptation de réalités présentes. Elle appelle un jugement moral.

Il y a une différence ENORME entre « reconnaître l'existence d'Israël » et « reconnaître à Israël le droit d'exister ».

D'un point de vue palestinien, la différence est de même niveau que de demander à un Juif de reconnaître que l'Holocauste a eu lieu et lui demander de reconnaître qu'il était « juste » que l'Holocauste ait eu lieu - que l'Holocauste (ou, dans le cas des Palestiniens, la Nakba) était moralement justifié.

Demander aux Palestiniens de reconnaître « à Israël le droit d'exister », c'est demander à des gens qui ont été traités, depuis presque 60 ans, et continuent d'être traités, comme des sous-hommes de proclamer publiquement qu'ils SONT des sous-hommes - et, au moins implicitement, qu'ils méritent ce qui a été fait, et continue d'être fait contre eux.

Même les gouvernements US du 19ème siècle n'ont pas demandé aux Natifs américains survivants de proclamer publiquement la « justesse » de leur nettoyage ethnique par les Visages Pâles comme préalable à toute discussion sur la réserve dans laquelle ils seraient enfermés - sous blocus économique et menace de famine jusqu'à ce qu'ils perdent tout ce qui leur reste de fierté et concèdent ce point.

Certains croient que Yasser Arafat a accepté cette reconnaissance pour en finir avec la sauvagerie de la diabolisation et gagner le droit d'être sermonné directement par les Américains. En fait, dans sa fameuse déclaration de Stockholm en 1988, il a accepté « le droit à Israël d'exister en paix et en sécurité ». Cette formulation, d'une manière significative, concerne les / conditions / de l'existence d'un Etat qui, de fait, existe. Elle n'implique pas la question existentielle de la « justesse » de la dépossession et de la dispersion du peuple palestinien de sa terre natale pour faire de la place à un autre peuple venu de l'étranger.

L'invention de la formulation “droit à Israël d'exister” et son utilisation comme excuse pour ne discuter avec aucun gouvernement palestinien qui défendrait les droits fondamentaux du peuple palestinien, est attribuée à Henry Kissinger, le grand maître ès-cynisme diplomatique.

On peut douter que les Etats qui continuent à utiliser cette formulation le fassent en pleine conscience de ce qu'elle sous-entend, moralement et psychologiquement, pour le peuple palestinien et dans le même but cynique - une sorte de barrage empêchant toute avancée vers la paix et la justice en Israël/Palestine et une manière de donner encore plus de temps à Israël pour créer des situations irréversibles et blâmer en même temps les Palestiniens pour leurs propres souffrances.

Cependant, de nombreux citoyens honnêtes et de bonne volonté peuvent se laisser tromper par la simplicité superficielle des mots « le droit à Israël d'exister » (et encore plus aisément par les deux autres raccourcis) et croire qu'ils constituent une demande raisonnable et évidente, et que le fait de refuser une telle demande raisonnable est certainement un signe de perversité (ou d' « idéologie terroriste ») plutôt que la nécessité de se raccrocher au respect de soi-même et à la dignité comme des êtres humains à part entière, ce que ressentent profondément et comprennent parfaitement, du fond de leurs cœurs et de leurs esprits, des gens trompés depuis longtemps qu'on a dépouillés de presque tout ce qui fait que la vie vaut le coup d'être vécue.

Ceci est avéré par les sondages montrant que le pourcentage de Palestiniens qui approuvent la fermeté du Hamas et son refus de plier devant cette demande humiliante de l'ennemi, malgré l'intensité des souffrances et douleurs économiques infligées par le siège israélien et occidental, dépasse de façon significative le pourcentage de population qui a voté pour le Hamas en janvier dernier.

Il n'est peut-être pas trop tard pour que les esprits honnêtes de par le monde attirent l'attention sur le caractère déraisonnable - et même immoral - de cette demande et sur la formulation verbale qui la sous-tend, dont l'utilisation abusive a déjà causé tellement de souffrances et menace d'en causer encore bien d'autres.

John V. Whitbeck

John V. Whitbeck, avocat international, est l'auteur de "The World According to Whitbeck" ("Le monde selon Whitbeck").

3-3 Gideon Lévy : La procédure de la fille du voisin : l'armée israélienne utilise des enfants comme boucliers humains.

La Cour suprême a interdit la « procédure du voisin » ? Les soldats ont pris une fillette de 11 ans, un garçon de 12 ans et un jeune garçon de 15 ans, chacun séparément et leur ont donné l'ordre de leur servir de bouclier humain dans Naplouse. Même des enfants.

Quand tout a été fini, les soldats lui ont donné un biscuit et du halva. Ils ont pensé que peut-être avec du halva elle se tairait, que peut-être un biscuit lui scellerait les lèvres. Et, pour plus de sécurité, ils ont doublé les sucreries de menaces : « Ne t'aventure pas à raconter à tes parents, sinon nous te tuons », lui ont-ils dit avant de la laisser aller son chemin et en sachant avoir commis un acte criminel. On n'imagine pas facilement qui peut offrir des friandises et formuler des menaces à des fillettes. Mais la petite Jihan a parlé, et les parents ont parlé : l'armée israélienne utilise des enfants comme boucliers humains.

« La procédure d'alerte préalable n'est pas conforme au droit international. Elle s'approche à l'excès du 'noyau' normatif prohibé et se situe en une eau assez trouble. Il en résulte que nous rendons absolu notre décret provisoire en ce sens que nous déclarons formellement que la procédure d'alerte préalable est contraire au droit international ». Voilà ce qu'écrivait, en octobre 2005, Aharon Barak qui était alors le président de la Cour suprême, dans la décision de déclarer illégale la « procédure du voisin », dite aussi « procédure d'alerte préalable ». La Cour suprême l'a interdite, bon et alors ? Alors, au lieu de prendre des hommes adultes, on prend une fillette. La « procédure du voisin » est interdite ? Alors ce sera la « procédure de la fille du voisin ».

Du halva et un biscuit pour Jihan Dadoush, 11 ans, qui habite dans la Casbah de Naplouse et que les soldats ont arrachée de chez elle en début de soirée en lui ordonnant de les conduire à la cachette d'hommes recherchés, de pénétrer dans un appartement obscur et abandonné, et de vérifier si des personnes recherchées s'y cachaient ou s'il s'y trouvaient des charges explosives. Ils ont fait de même avec Amid Amira, un garçon de 15 ans qui habite un autre quartier de Naplouse. Lui aussi, ils l'ont envoyé dans un appartement obscur, au petit matin, pour y aller en reconnaissance. Quant à Arfa Amira, 12 ans, ils l'ont envoyé pour le contrôle de son propre appartement.

Cette fois, il ne s'agit pas seulement d'une action humaine aberrante ; cette fois, il s'agit aussi d'une violation flagrante d'une décision de la Cour suprême. Après l'épatant « après moi » de la tradition de l'armée israélienne, nous avons maintenant « après » l'autre, après une fillette que les soldats conduisent sous la menace de leurs fusils, s'abritant derrière son corps.

« Hiver chaud », la grande opération de l'armée israélienne à Naplouse, est passée en Israël avec un bâillement d'ennui. Deux semaines après l'invasion, la Casbah est à nouveau noire de monde. C'est maintenant la saison de l'aqub, une plante de montagne dont la saison est très brève et dont le prix grimpe : 25 shekels pour un kilo d'aqub, la truffe de Naplouse, cette semaine, sur les étals de la Casbah.

Nous marchons dans les ruelles ombreuses de la vieille ville – des maisons millénaires dont la beauté n'est pas moindre que celles de la vieille ville de Jérusalem – sur les talons de deux excellents enquêteurs de l'organisation « B'Tselem », Salma Deba'i et 'Abd al-Karim Sa'adi – sans la Cour suprême, mais avec « B'Tselem ».

Après avoir parcouru des ruelles où se vendent feuilles de vigne et côtes de mouton, nous entrons dans une maison en pierre, obscure. Dans la cour intérieure où l'on aère maintenant des tapis de laine, 14 personnes ont été tuées lors de l'opération « Rempart de protection ». Cinq ans plus tard aussi, lors de « Hiver chaud », les soldats ont pris le contrôle, à quatre reprises, de ce lieu mystérieux et tortueux, d'où montent en tous sens d'étroits escaliers. Seuls les gens de l'endroit connaissent ces ruelles et les passages qui les relient. Les soldats cherchaient des tunnels ici, mais dans la vieille ville de Naplouse, on peut passer de maison en maison par les toits.

Des escaliers de pierre, très raides, nous conduisent à l'appartement des Dadoush. Tahani, Nimer et leurs quatre enfants se serrent dans les trois petites pièces, pauvres mais propres, aux plafonds voûtés et humides. En attendant que Jihan, l'héroïne de notre histoire, rentre de l'école, Tahani, sa mère, nous déroule les frayeurs de son « Hiver chaud » à elle.

Lorsqu'a commencé l'opération, le dimanche 25 février, les soldats ont pris le contrôle des deux appartements voisins, et les familles Hawah et Jedallah ont été forcées de se serrer chacune, dans une petite pièce. Ambiance et divertissement : des soldats ont fait irruption dans l'appartement de la famille Hawah alors que d'autres soldats

s'y étaient déjà installés. « Quel choc pour eux quand ils ont vu d'autres soldats dans l'appartement ! », dit Tahani, en riant.

Quelques heures plus tard, ils sont arrivés chez elle aussi. Neuf personnes, dont les beaux-parents et la sœur, ont été contraintes à se cantonner dans le petit salon où nous voilà maintenant assis, pendant que nos forces étaient dans la chambre à coucher et celle des enfants. Nimer, le père, a été arrêté et envoyé pour contrôle à Hawara d'où il est revenu 14 heures plus tard. Bientôt, il prendra part, lui aussi, à notre conversation, dès qu'il aura terminé ses heures dans le restaurant de la Casbah où il travaille. Pourquoi a-t-il été arrêté ? Comme ça. A midi, les soldats ont demandé à monter sur le toit, et l'après-midi, ils sont partis. Cette nuit-là, personne dans la famille n'a fermé l'œil, tant la peur était grande. L'armée israélienne est sur le terrain : toute la Casbah est sous tension.

Le lendemain soir, vers huit heures, ils sont revenus dans l'appartement, les mêmes soldats que la veille, étonnés de voir que Nimer avait été libéré. Mais cette fois les soldats portaient un gros équipement, ce qui a mis Tahani dans une grande frayeur. Elle a demandé à pouvoir aller dans la cuisine, pour se préparer à ce qui s'annonçait à ses yeux devoir être une occupation prolongée de sa maison, et les soldats y ont consenti. Comment se sont-ils comportés avec elle ? « Il y en avait qui étaient sympathiques et d'autres vraiment pas ». Ils ont ordonné aux deux filles, Hanan, 15 ans, et Jihan, 11 ans, de sortir de l'appartement. Dehors, ils ont séparés les deux filles et leur ont demandé si elles savaient où se cachaient les hommes recherchés.

Une lampe au néon éclaire faiblement le petit salon, même de jour. Cocorico, cocorico, lance le coq des voisins. Les deux filles sont revenues du bref interrogatoire, droit dans les bras de leur mère terrifiée. Mais un petit peu plus tard, un soldat est à nouveau entré, cherchant Jihan. Il a ordonné à la fillette de sortir. Il était aux alentours de huit heures du soir. Tahani a crié à l'adresse du soldat : « Elle est petite, c'est une fille et elle a peur », mais il ne l'a pas écoutée. Le fait aussi que Jihan a un défaut au cœur inquiétait vivement sa mère. En vain : le soldat a empêché Tahani de quitter l'appartement pour voir ce que l'on faisait à sa fille. Elle dit avoir été à deux doigts de s'évanouir. Elle a tenté d'obtenir par téléphone l'aide d'une des organisations d'assistance comme le « Medical Relief », mais on lui a répondu ne pas pouvoir approcher de la Casbah qui se trouvait sous couvre-feu.

Nimer, lui aussi, a dit aux soldats : « Emmenez-moi en prison ou en enfer, mais ne touchez pas à la gamine ». Mais les soldats l'ont repoussé, lui ordonnant de se taire et l'on retenu dans la chambre. Après un court moment, Tahani a décidé d'ouvrir la porte, quoi qu'il puisse arriver, mais Jihan et les soldats n'étaient pas sur le seuil. Nimer a perdu la tête. Ainsi a commencé une heure et demie de cauchemar pour les membres de la famille.

Ce n'est qu'après quelques jours que Jihan s'est mise à parler, à raconter à ses parents ce qui s'était passé. Les soldats, et avec eux apparemment un membre de la Sécurité Générale [Shabak, ancien Shin Bet] qui n'était pas vêtu comme eux d'un uniforme, l'ont fait sortir et, une fois dehors, lui ont dit que son papa leur avait dit qu'elle savait où se cachaient les hommes recherchés. Ils ont également dit à la fillette que son papa leur avait dit qu'elle savait où se trouvait le tunnel des hommes recherchés. Elle leur a dit n'en avoir aucune idée, ni appartement ni tunnel. Ils lui ont dit qu'elle mentait. Jihan a raconté que les soldats avaient essayé de lui lier les mains mais qu'elle avait résisté et qu'ils avaient renoncé. « A ce moment-là, par peur », raconte sa mère, « elle a indiqué un des appartements voisins, un appartement resté à l'abandon depuis des années, et elle leur a dit que les hommes recherchés se cachaient là ».

Trois soldats l'ont emmenée jusqu'à cet appartement abandonné qu'elle avait indiqué et qui appartient à la famille Ataout. Ils ont ordonné à la fillette d'entrer dans l'appartement obscur, eux marchant sur ses talons, fusils pointés vers elle. Un des soldats éclairait le chemin. Jihan suppliait les soldats de la laisser retourner chez elle.

Hanan rentre maintenant à la maison, revêtue de l'uniforme à rayures de son école. Puis c'est Nimer qui revient du restaurant. Il a 36 ans et parle l'hébreu. Enfin arrive Jihan, elle aussi dans l'uniforme de l'école. Elle est en classe de 6^e et paraît plus mûre que son âge. Une queue de cheval, une chevelure abondante, vive et souriante, elle surprend par la manière dont elle se montre disposée à raconter son histoire : « Les soldats m'ont dit de les accompagner. L'un d'entre eux m'a interrogée à propos des tunnels et des shababs. Je leur ai dit que je ne savais rien. Il m'a dit que j'étais une menteuse. Il m'a menacée en disant qu'on m'arrêterait. J'ai eu peur et je lui ai dit qu'il y avait un appartement vide, que peut-être les hommes recherchés l'utilisaient pour dormir. Les soldats m'ont emmenée jusqu'à l'appartement. Je le leur ai indiqué et ensuite ils m'ont ramenée.

« Une demi-heure plus tard, environ, deux soldats sont revenus et ils m'ont demandé de sortir. Ils m'ont placée en tête et marchaient après moi. Les soldats pointaient leurs fusils vers moi, dans mon dos. Quand je suis arrivée à l'appartement, ils m'ont demandé d'y entrer. Ils employaient le rayon laser de leurs fusils pour m'éclairer le chemin. Ils m'ont demandé d'entrer dans la cuisine et dans toutes les pièces, puis ils m'ont demandé comment on allait sur le toit. »

Jihan connaissait les recoins de l'appartement. Jusqu'il y a quelques années habitait ici la famille Sirisi dont la mère était une amie de sa mère. Jihan raconte que les soldats parlaient hébreu entre eux dans l'appartement et

qu'elle ne comprenait pas. Ils l'ont laissée dans une des pièces et sont montés sur le toit. Le tout a duré une heure et demie, environ.

Sa mère dit que, ces derniers jours, Jihan a commencé à mouiller son lit. Quand il lui a été dit que nous allions venir recueillir son témoignage, elle a été prise de panique. C'est aux alentours de dix heures du soir que la fillette est revenue, et elle s'est empressée, sans dire un mot, d'entrer dans son lit, se couvrant entièrement, corps et visage, avec la couverture. Sa mère dit qu'elle semblait terrifiée. De temps en temps, elle appelait sa mère depuis son lit : « Les soldats sont-ils revenus pour me chercher ? » Elle tenait dans sa main le halva et le biscuit que les soldats lui avaient donnés.

Le quartier d'Al-Balat à Naplouse, à quelques minutes en voiture de la maison de Jihan. Amid Amira, 15 ans, s'était réveillé, comme tous les membres de sa famille au bruit d'une explosion. Il était à peu près cinq heures du matin, le 25 février, jour d'inauguration d' « Hiver chaud ». Sept personnes à la maison. Le père est en Amérique. La grenade détonante a explosé à côté de la porte. On en voit des traces de suie. Les trous dans la porte, dans les murs et le plafond témoignent des tirs des soldats, à l'intérieur de la maison.

Na'ima, la mère, a ouvert et a pris peur en voyant des soldats sur le seuil. Ils lui ont ordonné de faire sortir tout le monde. Tous les membres de la famille, dont deux enfants en bas âge et une grand-mère de 80 ans, ont été contraints de passer dans l'appartement des voisins, la famille Qusseini. Trois familles ont été obligées de s'y serrer, une pièce pour chaque famille. Les soldats ont ordonné à Manal, la fille de Na'ima, âgée de 17 ans, de pénétrer dans son appartement, d'allumer toutes les lumières, d'ouvrir toutes les fenêtres, les armoires et les portes. Manal ne comprenait pas l'arabe estropié parlé par les soldats, alors ils ont pris Arfa, 12 ans, et lui ont donné l'ordre d'ouvrir pour eux les portes et de faire de la lumière. De sa voix enfantine, Arfa raconte qu'un des soldats lui a fait un coup de tête avec son casque. « Ça m'a fait un peu mal à la tête », dit l'enfant. Les soldats cherchaient Amer, un des fils, et Ala, le fiancé de Manal, dont le frère, Omar Aquib, est recherché. Ils ont interrogé un autre fils, Ahmed, 28 ans, et comme il leur a dit n'avoir aucune idée de l'endroit où ils étaient, ils ont emmené le jeune Amid.

Amid : « Ils m'ont dit : 'Dis-nous où se trouve ton frère Amer, ou on te tire dessus'. J'ai dit au soldat que je ne savais pas, et alors il m'a frappé par derrière. Ensuite, ils m'ont demandé à qui appartenait l'appartement voisin et je leur ai dit qu'il appartenait à mon oncle. Ils m'ont dit de les accompagner jusqu'à l'appartement et là, ils m'ont dit d'entrer, d'ouvrir toutes les portes, toutes les armoires et d'allumer la lumière partout. Ils ont lancé une grenade fumigène à l'intérieur de la maison puis m'on dit d'entrer, avec eux sur mes talons. Ils se sont dispersés dans toutes les pièces et ils m'ont mis dans la dernière chambre. Comme ils ne trouvaient rien, ils m'ont conduit dehors ». Pas de biscuit, ni de halva.

Deux jours plus tard, le porte-parole de l'armée israélienne se contentait de cette réponse : « l'affaire est à l'examen ».

Gideon Lévy

Haaretz, 16 mars 2007

www.haaretz.co.il/hasite/pages/ShArtPE.jhtml?itemNo=838350

Version anglaise : After her ! - www.haaretz.com/hasen/spages/838256.html

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

Publié et traduit sur et par ContreInfo <http://contreinfo.info/>

3-4 Dossier de Ran HaCohen : La déshumanisation des Palestiniens par Israël a déshumanisé les Israéliens eux-mêmes.

Comment vivre avec la faim ?

Les réactions israéliennes à la souffrance des Palestiniens dont ils sont moralement responsables, en particulier lorsqu'on les met dans le contexte de leur souci apparent de la faim dans le monde, montrent à quel point les Israéliens sont devenus obstinément inhumains.

La déshumanisation des Palestiniens par Israël a déshumanisé les Israéliens eux-mêmes. Quand j'étais enfant, un argument populaire en faveur de la "libération israélienne", c.-à-d., en faveur de l'occupation des territoires palestiniens, c'était que c'était une bénédiction pour les Palestiniens eux-mêmes. "Quand nous sommes arrivés", me disait-on à l'école, "il y avait seulement quelques voitures dans toute la Cisjordanie. Et regardez combien ils en ont maintenant !"

En effet, lors des premières décennies de l'occupation israélienne, le niveau de vie des Palestiniens a augmenté - pas en raison des investissements israéliens (Israël n'a jamais investi un seul centime en aide sociale ou en infrastructure pour les Palestiniens), mais principalement parce qu'Israël a exploité les Palestiniens en tant que force de main d'oeuvre à prix réduit, et même une force de main d'oeuvre à prix réduit est payée.

L'argument de l'aide sociale ne peut plus être utilisé, maintenant qu'un ménage sur deux à Gaza et en Cisjordanie

est "en manque de nourriture" ou en danger de le devenir, **comme l'a indiqué un récent rapport des Nations Unies**

Cela n'a rien changé pour les expansionnistes israéliens : une fois que cet argument colonialiste devenait désuet, les défenseurs de l'occupation ont utilisé d'autres excuses.

C'est ce qui est bien avec la politique de l'occupation : son soutien est basé sur des excuses, et non sur des raisons.

A chaque fois qu'une excuse disparaît, la machine de propagande israélienne en trouve une autre.

Cependant, il est intéressant d'observer comment les Israéliens font face de nos jours à ce qui était une excuse aussi populaire.

Après avoir prétendu que l'occupation avait amélioré la vie des Palestiniens, les Israéliens doivent maintenant faire face à la faim et à la famine à leur porte. Comment vivent-ils avec ça ?

La famine ne doit pas être négligée

Les Israéliens, naturellement, sont des êtres humains. En tant que tels, ils sont rarement indifférents à la souffrance humaine.

L'autre semaine, par exemple, James Morris, qui quitte le Programme d'Alimentation Mondiale des Nations Unies pour prendre sa retraite, a été cité en disant que 18.000 enfants dans le monde entier mourraient de faim chaque jour.

Ces mots, sur le site internet en Hébreu du populaire Ynet (le 17 fév.), ont attiré 100 réponses de lecteurs compatissants.

Bon nombre d'entre eux ont simplement montré leur profonde sympathie : "Cela brise le cœur", "terrible", "chiffre inconcevable, incroyable", "comment peut-on mettre au lit un enfant affamé ?" pour n'en citer que quelques uns. Plusieurs lecteurs ont même demandé où l'on pouvait donner.

D'autres ont rappelé l'extrême inégalité derrière les chiffres : "*Regarder un milliard de personnes affamées ne tracasse pas les 5 milliards de personnes qui ne le sont pas*", ou, "*en même temps, les plus riches du monde baigne dans leur argent*".

Quelques lecteurs ont essayé d'imaginer des visages derrière les chiffres : "*Le monde ne s'inquiète pas des Noirs.*"

Plusieurs commentaires ont mentionné le rôle des médias : "*Ce sujet n'obtient pas 10% de la couverture médiatique donnée à quelques guerres oubliées.*"

D'autres encore ont essayé une analyse plus profonde, avec des commentaires comme "*Le monde cruel et matérialiste payera bientôt le prix*", ou, "*Conséquence du capitalisme qui mène à des crises sociales et environnementales*", ou même, "*tout cela pendant que les Américains versent 100 milliards de dollars par an pour des guerres.*"

C'était le ton accablant des réactions des Israéliens à la faim dans le monde : la sensibilité, la compassion, et l'empathie humaines, même avec une certaine analyse politique critique.

Situation désespérée des Palestiniens

Un mot au sujet de la situation désespérée des Palestiniens.

Les territoires palestiniens n'ont pas souffert d'un tremblement de terre, d'un tsunami, d'une famine, ou de n'importe quel autre désastre naturel au cours des dernières décennies.

La détérioration constante de leur situation économique est à 100% l'œuvre de l'homme.

Comme le déclare l'ONU et de nombreux autres rapports, les causes principales de la pauvreté sont politiques : à savoir, les fermetures imposées par les Israéliens, et le boycott international et israélien de l'Autorité Palestinienne.

L'Autorité Palestinienne est le principal employeur dans les Territoires Palestiniens.

Son boycott au point de ne plus pouvoir payer les salaires, dans une société écrasée par des années d'oppression militaire et économique israélienne, mène inévitablement à une pauvreté massive.

En d'autres termes, Israël et la communauté internationale punissent la population palestinienne par la famine parce qu'ils ont élu, immuabledémocratiquement le "mauvais" parti, le Hamas.

Une punition aux dimensions bibliques, qui convient bien à la Terre Sainte, avec le Premier Ministre Olmert et Condoleezza Rice dans le rôle de Dieu.

Négliger la famine des Palestiniens

Le rapport des Nations Unies sur le "manque de nourriture" des Palestiniens a aussi été diffusé sur Ynet, dans une synthèse correcte intitulée "La Moitié de Palestiniens a des difficultés à obtenir de la nourriture" (22 fév.), ce qui a attiré environ 75 commentaires de lecteurs.

A quelques exceptions près (qui ont fait face au mépris et à l'agressivité), **l'empathie et la compassion étaient complètement absentes des réactions.**

"*Qui s'en inquiète ?*" écrit un lecteur.

"*Si ma grand-mère était encore vivante, cela aurait pu l'intéresser,*" écrit un autre.

La souffrance des Palestiniens n'est pas perçue comme une catastrophe humaine, mais comme un argument politique.

C'est comme si la machine de propagande israélienne était parvenue à éteindre la solidarité humaine la plus fondamentale chez les Israéliens, pour la remplacer par un sophisme cynique exempt de toute humanité.

Les Palestiniens affamés sont purement une attaque à la droiture d'Israël, et ils sont affrontés en tant que tels. Une majorité écrasante des lettres des lecteurs utilisent l'une ou plusieurs des stratégies idéologiques suivantes :

(1) Pure dénégation de la souffrance : "Ils semblent plutôt potelés à la télévision."

Et pourquoi pas ? Nier les faits est toujours le refuge du fanatique.

(2) Les Palestiniens souffrent, mais c'est bien.

"C'est malheureux, mais c'est le seul moyen de les remettre sur le droit chemin." ; "Il y aura de paix quand l'autre moitié aura faim aussi."

Ici on peut voir clairement les graines du soutien au génocide. Tout comme : *"Au gouvernement d'Israël : encouragez-les à se lever et à partir !!!"*

(3) Les Palestiniens peuvent souffrir, mais ce ne sont pas nos affaires.

"Nous nous sommes retirés, n'est-ce pas ? Donc, qu'est ce que j'ai à voir avec ça ?" a demandé un lecteur.

Le rapport des Nations-Unies, inutile de le dire, concerne non seulement Gaza mais aussi la Cisjordanie ; il n'y a pas de désengagement israélien de Cisjordanie, mais beaucoup d'Israéliens voudraient réellement croire qu'en mettant en cage les Palestiniens de Cisjordanie derrière des murs, Israël n'a plus rien à voir avec eux non plus.

Intéressant, si cet argument était vrai, on pourrait s'attendre à trouver une compassion semblable à celle exprimée envers la faim dans le monde en général ; mais ce n'est pas le cas.

Pour beaucoup d'Israéliens, un enfant affamé au Ghana est un poids sur leur conscience collective, tandis qu'un enfant affamé à Gaza – à une heure de route de Jérusalem ou de Tel Aviv – ce n'est pas leurs affaires.

(4) Les Palestiniens peuvent souffrir, mais c'est nous, les Israéliens, qui sommes les véritables victimes.

C'est une ligne perpétuelle de propagande israélienne: les médias sont "partiaux" (anti-sémites, etc.), ainsi notre souffrance est oubliée.

Montrant sa futilité, un lecteur a suivi la procédure habituelle de façon mécanique en comparant les deux peuples au niveau économique : *"On a pu avoir fait le même sondage en Israël et avoir les mêmes résultats."*

Une chose est sûre : Le PIB d'Israël est de 26.000 dollars par habitant, comparé aux 1.000 dollars dans les Territoires Palestiniens Occupés

(5) Mais ce dernier argument est souvent combiné avec la ligne de propagande la plus populaire de toutes, à savoir : Utiliser toujours le mot magique "terrorisme" pour transformer les Israéliens en victimes et les Palestiniens en "terroristes".

Les "terroristes" sont indignes de la compassion humaine, pas même lorsqu'ils sont affamés ; d'ailleurs, leur souffrance est toujours de leur propre faute.

Des dizaines de lettres tombent sous cette stratégie : *"Qu'ils cessent de gaspiller leur argent dans des munitions"; "Ils n'ont qu'à travailler au lieu de jeter des pierres" ;*

"Vous soutenez le terrorisme avec tant d'enthousiasme -- Je vous souhaite du succès dans d'autres aspects de la vie" ;

"Le fait qu'ils n'aient pas nourriture ne signifie pas qu'ils n'ont pas d'argent pour en acheter !!!" ;

"Mais obtenir des armes, ce n'est pas difficile du tout" ; et ainsi de suite.

Le "terrorisme" palestinien est conçu comme un éternel trait national inhérent et sans motifs ("Personne ne s'interroge, après 120 ans de terrorisme", explique un lecteur), auquel tous les Palestiniens participent - les médecins et infirmières, les marchands et les étudiants, les personnes âgées et les enfants -- et pour lequel ils méritent tous la punition de la famine, qui leur est infligée par une main invisible, anonyme, mais finalement juste.

(6) Un dernier motif lié est d'accuser les dirigeants palestiniens.

"Demandez des explications à vos dirigeants, qui deviennent plus gros chaque jour" ;

"Avec des dirigeants comme ça, ils devraient être reconnaissants d'être encore en vie. C'est vraiment une honte que les Palestiniens suivent aveuglément leurs chefs stupides."

Évidemment, la corruption des dirigeants est la cause d'une grande partie de la pauvreté dans le monde.

En fait, la corruption inhérente au Fatah était précisément ce qui a incité tant de Palestiniens à voter pour le Hamas.

Cela peut difficilement être une meilleure illustration du produit exporté par les Américains appelé "démocratie" : les Palestiniens occupés ont le libre choix entre mourir de faim sous le régime corrompu du Fatah soutenu par les Américains et mourir de faim sous le gouvernement du Hamas boycotté internationalement. C'est un pays libre (occupé), vous savez.

Les réactions israéliennes à la souffrance des Palestiniens dont ils sont moralement responsables, en particulier lorsqu'on les met dans le contexte de leur souci apparent de la faim dans le monde, montrent à quel point les Israéliens sont devenus obstinément inhumains.

Une machine de propagande bien-huilée transforme des êtres humains compatissants en perroquets cruels de démagogie d'Etat, prêts à ignorer, excuser, et soutenir même la famine de l'autre nation avec qui ils partagent la même terre.

La déshumanisation des Palestiniens par Israël a déshumanisé les Israéliens eux-mêmes.

Ran HaCohen

Le Dr Ran HaCohen est né aux Pays-Bas en 1964 et a grandi en Maîtrise en Littérature Comparative et un Doctorat en Etudes Juives.

Il enseigne dans une université en Israël.

Il travaille également comme traducteur en littérature (De l'Allemand, de l'Anglais et du Hollandais) et comme critique littéraire pour le quotidien israélien, le Yedioth Achronoth.

Le travail de M. HaCohen a été largement publié en Israël. "Letter from Israel" apparait occasionnellement sur Antiwar.com. Cet article publié à l'origine sur Antiwar.com le 26 Février 2007, est republié avec la permission de l'auteur

Traduction : MG pour ISM

Source : <http://electronicintifada.net/>

3-5 Point de vue de Meron Benvenisti : Diviser pour régner.

Les documents de la « Vision future » des citoyens arabes d'Israël continuent, comme on pouvait s'y attendre, à occuper certains milieux académiques ainsi que des enquêteurs des Services de la Sécurité générale [Shabak] et à ne bénéficier que d'un intérêt limité de la part du public. Ceux qui néanmoins y réagissent, leur attribuent des détails relevant d'une position radicale.

L'analyse historique, le fait de qualifier l'Etat d'ethnocratie « qui cherche à préserver l'hégémonie de la majorité juive » et « la marginalisation de la minorité arabe », et le fait, surtout, de revendiquer une « démocratie régulée » et une participation au gouvernement, tout cela est perçu comme une large offensive contre les fondements de l'Etat juif. S'il est vrai que la rhétorique sonne comme radicale, l'initiative et sa publication peuvent précisément s'interpréter d'une manière inverse : comme exprimant l'acceptation de la victoire stratégique israélienne du diviser pour régner.

Les Arabes d'Israël se lamentent de ce que les Israéliens (*sic*) coupent « le lien d'identité existant entre les Arabes palestiniens et les autres parties du peuple palestinien » et de ce qu'ils empêchent « l'existence de liens physiques et spirituels avec leurs frères de Jérusalem, de Cisjordanie, de la Bande de Gaza et les réfugiés palestiniens (de la diaspora) ». Ils énumèrent les cinq fragments du peuple palestinien mais, en formulant une « Vision future » séparée pour une seule des sous-communautés créées par la politique israélienne de fragmentation, ils confirment le succès de cette politique. Bien sûr, la « Vision future » déclare pour la forme l'unité du peuple palestinien et exige la fin de l'occupation et la création d'un Etat palestinien dans les Territoires, mais l'essentiel est l'exigence de reconnaissance d'une minorité nationale, les Arabes d'Israël étant « les autochtones ».

Le fait même de revendiquer d'être reconnu comme minorité, alors que le rapport démographique sur toute la terre d'Israël (*sic*) est proche de l'égalité, fait office de démonstration qu'Israël est parvenu à imposer des conditions arbitraires à chacune des cinq sous-communautés palestiniennes, les obligeant à formuler, en réponse au déficit israélien, une vision future séparée. Israël peut ainsi s'occuper séparément de plus d'un million d'Arabes citoyens d'Israël, de plus d'un million et demi d'habitants de Gaza représentés par le gouvernement Hamas, de plus de deux millions d'habitants de Cisjordanie représentés par la direction du Fatah, de plus d'un quart de million d'habitants de Jérusalem-Est à l'ouest du mur de séparation et des millions de réfugiés de la diaspora palestinienne – le tout simultanément et sans connexions entre les différentes sphères de contact.

Israël, qui se mesure à cinq groupes séparés et faibles, peut dicter l'ordre du jour et ses priorités. En ce qui concerne les citoyens arabes d'Israël, il est question de leur « intégration » comme citoyens de second ordre dans l'Etat juif, et toute tentative de revendication d'une égalité collective est une « expression d'extrémisme ». Quant au gouvernement Hamas, la discussion porte seulement sur « l'arrêt du terrorisme et la reconnaissance du droit à l'existence d'Israël » et aucun autre sujet n'est inscrit à l'ordre du jour.

Les communautés palestiniennes éclatées acceptent, dans leur faiblesse, les diktats d'Israël et ne s'aventurent pas à structurer un front unifié d'un peuple palestinien uni, parce qu'Israël est en mesure de se venger de chacune d'elles.

Les Arabes d'Israël exigent la réparation d'une injustice historique, « comme la question des réfugiés sur leur terre natale (les « présents-absents ») et leur retour dans leurs villes et villages d'origine ». Mais ils ne mentionnent pas leurs voisins qui sont en même temps leurs proches, et qui se sont retrouvés en 1948 au-delà des lignes d'armistice. S'ils exigeaient la réparation de l'injustice faite à ceux-là, ils se verraient accusés d'extrémisme, voire d'incitation à l'encontre de l'existence même de l'Etat d'Israël. Mieux vaut que chaque sous-communauté palestinienne commémore, séparément, sa propre « Nakba » pour les besoins de l'agenda séparé qu'elle établit avec les Israéliens.

On peut voir dans la « Vision future » une démarche radicale, positive, mais on peut y voir l'inverse aussi : une étape supplémentaire vers la bantoustanisisation de la terre d'Israël/Palestine.

Meron Benvenisti

Source : Michel Ghys

Haaretz, 15 mars 2007

www.haaretz.co.il/hasite/spages/837907.html

Version anglaise : *Future Vision vs. dividing and ruling*

www.haaretz.com/hasen/spages/837952.html

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

5 Annexes

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Les discours du Président Mahmoud Abbas et du Premier Ministre Ismaïl Hanieh le samedi 17 mars 2007..

La Délégation Générale de Palestine en France a le plaisir de vous faire parvenir les principaux éléments figurant dans le discours du Président Mahmoud Abbas et du programme du nouveau gouvernement d'union nationale, présenté par le Premier Ministre Ismaïl Hanieh, samedi 17 mars 2007 à l'investiture du 11 ème gouvernement palestinien, ainsi que la liste des ministres, ayant acquis un vote de confiance du Conseil Législatif Palestinien.

Les principaux éléments cités dans le discours du Président Mahmoud ABBAS

Mesdames et Messieurs,

« ..Nous entrons aujourd'hui dans une nouvelle phase de lutte nationale pour récupérer notre terre occupée et créer notre Etat palestinien indépendant avec Jérusalem comme capitale .. Cette phase est caractérisée par notre unité nationale et l'indépendance de notre décision , deux principes acquis par les sacrifices consentis par nos martyrs et à leur tête le Président Yasser ARAFAT et ses camarades héros .. »

« .. Notre parcours national continue , il a engendré l'OLP comme représentant unique et légitime du peuple palestinien .. La cause du peuple palestinien est une cause de libération nationale, d'indépendance et d'égalité à l'instar de tous les peuples de la région .. Nous sommes fiers que toutes les formes de lutte que nous avons menées, dans tous les domaines , durant plus de 40 ans ont conduit à la création de notre Autorité Nationale Palestinienne avec ses institutions et ses expériences démocratiques et ce sur le chemin de mettre fin à l'occupation et à la création de l'Etat indépendant de la Palestine .. »

« Les pas accomplis aujourd'hui, après l'accord de la Mecque , s'inscrivent dans ce même parcours pour atteindre nos objectifs nationaux, en premier lieu ; mettre fin à l'occupation de nos territoires occupés en 1967, y inclus Jérusalem Est et garantir une solution juste pour la cause des réfugiés selon la résolution 194 ainsi que la résolution 1515 du Conseil de Sécurité. »

« Nous voudrions à cette occasion et au jour même de la formation du gouvernement d'union nationale, confirmer que notre autorité nationale dont la référence est la direction de l'Organisation de la Libération de la Palestine , préservera sa voix et sa position unique et unifiée, à partir de notre engagement envers notre programme politique ainsi que tous les engagements et les accords conclus. Ceci sur la base de l'initiative arabe, dont les éléments et les fondements constituent un véritable programme de paix compréhensif. »

« Nous réitérons notre refus de la violence sous toutes ses formes, poursuivant ainsi la quête d'une solution basée sur la légitimité internationale à travers les négociations ..pour arriver à une paix juste et durable loin des piétinements, des solutions partielles et unilatérales comme un Etat à frontières provisoires. Selon ce, nous invitons au respect mutuel, par Israël, de l'arrêt de toutes les formes de violence, agressions, assassinats et d'autres pratiques infligées quotidiennement à notre peuple. »

« Je voudrais exprimer notre gratitude pour l'accueil positif arabe et international à l'égard de la constitution du gouvernement d'Union Nationale. Nous espérons que cet accueil se traduira en pas concrets pour mettre fin à l'embargo injuste, afin de permettre à notre peuple et autorité dirigée par l'OLP de traiter toutes les questions posées à l'ordre du jour du nouveau gouvernement. A la tête de ces questions vient la fin du chaos sécuritaire, l'imposition de la sécurité, la souveraineté du droit et le maintien total de la trêve.. »

« Notre peuple dirige son regard au sommet arabe qui aura lieu dans les jours qui viennent en Arabie Saoudite, espérant que les pays arabes frères prennent l'initiative pour appuyer cette démarche et contribuer efficacement à la fin du boycott ..ainsi que de mener une démarche active pour la mise en place du mécanisme nécessaire qui permette l'application de l'initiative de paix arabe. Ceci en coordination avec les principaux acteurs de la communauté internationale, notamment le Quartet, dans le but de réaliser la vision du président américain Bush portant sur la création de deux Etats et l'établissement de la paix juste et globale au Proche-Orient. Et c'est précisément dans ce cadre que nous appelons à n'apporter aucun amendement à l'initiative de paix arabe de façon à ce qu'elle reste telle qu'elle est et à ce qu'elle soit adoptée à nouveau par le prochain sommet arabe.. »

« En ce jour je voudrais m'adresser aux peuple israélien , à son gouvernement, à ses partis , pour leur dire que nous sommes disposés sans aucune restriction à reprendre le chemin de la paix juste à travers une reprise de négociations entre le gouvernement israélien et la direction de l'OLP . A cette occasion je tiens à affirmer que le chemin de la colonisation, la construction du Mur de séparation et l'encercllement de Jérusalem, n'approchent pas le jour de la paix solide entre nous, mais au contraire, ils font que la paix devienne plus compliquée et plus

difficile. Nous tendons à nouveau notre main pour réaliser la paix de la liberté et de l'égalité. Une paix qui apportera aux générations futures un grand espoir de cohabitation, et qui mettra fin aux époques de douleurs et de souffrance. Une paix qui sera fondée sur la justice et le droit »

« .. La question de nos détenus dans les prisons de l'occupation, demeure une priorité dans nos efforts et actions quotidienne..Nous allons tout faire pour libérer tous les détenus y compris les frères dirigeants, le président du conseil Législatif palestinien, les ministres et les élus locaux. Je voudrais confirmer que nous allons déployer le maximum de nos efforts pour libérer le soldat israélien, dans le cadre d'un échange avec les détenus, sur la base des efforts déployés par nos frères en Egypte. »

« Je voudrais dire à notre peuple dans les camps de réfugiés au diaspora, que nous continuerons à défendre leurs droits et leur juste cause, par tous les moyens et dans tous les domaines. Nous agirons pour protéger notre peuple en Irak des agressions dont ils sont l'objet , à ce sujet nous sommes en contact avec nos frères de la direction irakienne .. »

« Je voudrais en votre nom, adresser nos remerciements et notre gratitude à .tous les pays arabes sans exception, les pays islamiques et les pays non-alignés ainsi qu'aux nombreux Etats européens qui ont soutenu directement ou indirectement l'Accord de la Mecque et la formation du gouvernement d'Union Nationale ; ce qui facilitera notre départ vers un futur meilleur.. »

Principaux éléments cités dans le programme politique présenté par le Premier Ministre Ismaïl Hanieh, le samedi 17 mars 2007.

« Je souhaite la bienvenue à Monsieur Alvaro di Soto représentant du Secrétaire Général de l'ONU et la délégation qui l'accompagne. J'aurais souhaité que la session de ce Conseil Législatif , soit tenue avec la présence de tous ses membres, et en tête, Dr Aziz Douek, le Président du Conseil , et que cette rencontre ait lieu à Jérusalem , mais l'occupation en a fait autrement .. »

« ..Conformément aux droits de notre peuple et ses constantes, au document d'Entente Nationale, à la lumière de lettre du Président Mahmoud ABBAS, me chargeant de constituer le gouvernement et sachant que nous sommes encore dans une phase de libération nationale, le programme du gouvernement d'union nationale repose sur les principes suivants :

- "le gouvernement confirme que la clé de la sécurité et la stabilité dans la région réside dans la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens, la reconnaissance du droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Le gouvernement travaillera avec les frères arabes et la communauté internationale pour mettre fin à l'occupation et rétablir les droits légitimes du peuple palestinien et en premier lieux, la création d'un Etat Palestinien indépendant, complètement souverain sur l'ensemble des territoires occupés en juin 1967, avec Jérusalem Est comme capitale, afin que nous puissions avoir un terrain fort et solide pour la paix , la sécurité , la prospérité dans toute la région et pour ses générations consécutives " .

- "le gouvernement s'engage vis-à-vis des intérêts nationaux suprêmes du peuple palestinien et la protection de ses droits, ses acquis et les développer, ainsi que de veiller à réaliser ses objectifs nationaux tels que définis par les résolutions des Conseils Nationaux Palestiniens, la loi fondamentale , le document d'Entent Nationale et les résolutions des sommets arabes, et sur cette base, il respecte les résolutions de la légalité internationale et accords signés par l'OLP".

-« Le gouvernement fournira des efforts particuliers pour encourager toutes les parties palestiniennes afin d'accélérer l'application de l'accord du Caire relatif à l'OLP »

- " ..Le gouvernement s'engage à rejeter ce qu'on appelle l'Etat palestinien avec des frontières provisoires, avancé dans le projet.. "

- ".. Il s'attache au droit de retour pour les réfugiés palestiniens et invite la communauté internationale à mettre en ouvre ce qui a été stipulé dans la résolution de 194 relatif au droit au retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres et la restitution de leurs biens .."

- "..Le gouvernement affirme que la résistance, dans toutes ses formes, y compris la résistance populaire et des masses contre l'occupation est un droit légitime du peuple palestinien, garanti par toutes les conventions internationales. Notre peuple a le droit de se défendre face à l'agression israélienne continue.. »

- ".. le gouvernement, par entente nationale, travaillera à maintenir la trêve, et l'étendre pour qu'elle devienne globale , mutuelle et réciproque en échange de l'engagement de l'occupation israélienne à mettre fin à ses mesures sur le terrain ; d'assassinats , d'invasions , de destructions des maisons , de terrassement des terres, de

fouilles à Jérusalem et de lever les barrages militaires, de rouvrir les postes de frontières , de lever les restrictions imposées au mouvement et d'arrêter un mécanisme et un calendrier défini pour libérer les détenus .."

-« ..Le gouvernement confirme que la gestion de la négociation, comme cela a été souligné dans le document d'Entente Nationale, relève du ressort de l'OLP et du Président de l'Autorité Nationale Palestinienne. Ceci sur la base de l'attachement aux objectifs nationaux palestiniens et leur réalisation ainsi que sur la base de la protection des droits et des constantes palestiniennes. Ce en s'accordant que tout accord politique conclu sera soumis au nouveau Conseil National Palestinien pour adoption et ratification; Ou la consultation du peuple palestinien, à l'intérieur comme à l'extérieur, à travers un référendum général selon une loi réglementaire.

- - « Le gouvernement ouvrera et encouragera les parties concernées pour accélérer la résolution du problème du soldat israélien capturé, dans le cadre d'un package honorable pour l'échange de prisonniers et le retour des déportés. »

- « Le Gouvernement confirme que la réalisation de la paix et de la stabilité dans la région reste liée à la fin de l'occupation et la restitution des droits nationaux de notre peuple, le démantèlement du mur de ségrégation et des colonies.. La politique d'annexion et toutes les formes de ségrégation raciale et la restitution des droits à ses ayants droit. »

- « Parmi les priorités du gouvernement d'union nationale pour la période à venir, figure le contrôle de la situation sécuritaire. Ceci exige une coopération totale entre la présidence et le gouvernement ... à travers :

* ..Reformer le Conseil de Sécurité Nationale qui est considéré comme la référence de tous les appareils de sécurité et qui constitue le cadre réglementaire de son opération et de ses politiques.

* La structuration des appareils de sécurité.. »

5-2 Voyage au coeur du lobby pro-israelien à Washington.

Extrait :

Retour sur la convention de l'AIPAC qui vient d'avoir lieu à Washington.

Le reporter de Salon décrit l'étonnante alliance entre droite religieuse US et sionisme extrême réunis par une même détestation de l'Iran, et l'empressement de la classe politique américaine à apparaître au côté de « l'organisation la plus importante influençant les rapports de l'Amérique avec Israël. »

À la conférence politique annuelle de l' American Israel Public Affairs Committee [AIPAC] cette semaine à Washington, un couple de chrétiens conservateurs de l'ouest du Tennessee m'a annoncé que leur fils avait décidé de rejoindre l'armée israélienne.

C'était l'un des nombreux moments surréalistes de ce rassemblement de trois jours organisé par l'AIPAC, le groupe de lobbying qui s'emploie à tisser des liens étroits entre les États-Unis et Israël et qui reste extraordinairement influent à Washington. « Nous aimons tout simplement Dieu, et nous aimons tout simplement Israël, » déclara, rayonnant, le couple, quand j'ai demandé pourquoi ils étaient venus à la conférence.

Dans une atmosphère surchauffée et parfois proche de celle du cirque, toute l'assistance partageait deux préoccupations principales : les élections présidentielles américaines de 2008 et la confrontation avec l'Iran. Et la conférence de cette année a connu un record d'assistance : plus de 6.000 personnes, venant de tous les états du pays et dépassant en nombre les participants de l'année dernière qui étaient environ 5.000.

Bon nombre d'entre eux étaient des juifs américains, naturellement, mais la communauté chrétienne évangélique a également fait une forte apparition. Quant à ceux qui ont un pressentiment apocalyptique au sujet de la crise du Moyen-Orient, le pasteur John Hagee était là pour les rassurer. Parmi les nombreux intervenants renommés de la conférence, Hagee a obtenu une des réceptions les plus enthousiastes.

« Le géant endormi du sionisme chrétien s'est réveillé ! » a proclamé Hagee, en prenant le microphone à la réception du dîner d'ouverture dimanche. La foule électrisée, en majorité juive, criait d'enthousiasme, en martelant sur les tables. Hagee a continué en déclarant que les Nations Unies sont « un bordel politique » et affirmé qu'Israël ne doit jamais abandonner de territoires. Il était d'accord avec l'écrivain israélien Dore Gold sur le fait que l'octroi d'une partie de Jérusalem aux Palestiniens serait « comme la remettre aux Talibans. » Et, après blâmé le Président iranien Mahmoud Ahmadinejad, il a amené la foule à chanter « Israël vit ! » les invitant « à le crier des sommets des montagnes ! »

Pendant le discours de Hagee, un délégué de l'AIPAC assis près de moi m'a confié, « je vais voter pour lui au lieu de McCain. »

l'AIPAC, dont les publications précisent qu'elle est décrite par le New York Times comme l'« organisation la plus importante influençant les rapports de l'Amérique avec Israël, » a réellement réussi à établir des liens puissants avec les deux partis politiques des États-Unis.

La conférence de cette année a été suivie par tout le monde, du vice-président Dick Cheney à Hillary Clinton et Barack Obama (et d'autres compétiteurs présidentiels des élections de 2008), aussi bien que l'ancien directeur de

la de CIA James Woolsey. Des leaders du Congrès étaient là, de même que de nombreux officiels du Département d'Etat et de la Maison Blanche.

Lundi matin, Cheney a été chaudement accueilli et a reçu des applaudissements soutenus pour ses discours à la tonalité familière, telle son affirmation que la « seule option » contre les terroristes est « l'offensive. » Bien des membres de l'AIPAC semblent en faveur de l'action militaire contre l'Iran — « Nous devons leur faire ce que nous avons fait à Saddam, » m'a dit un délégué — mais la direction de l'AIPAC demeurait étonnamment circonspecte à ce sujet.

Aucun des leaders de l'AIPAC n'a mentionné la guerre avec l'Iran dans les discours, les réceptions ou les discussions de groupe auxquels j'ai assisté, de même que fort peu le firent parmi les éminents orateurs invités. Ceci les a parfois mis en désaccord avec les délégués de base ; Marvin Feuer, le directeur pour les questions politiques et gouvernementales de l'AIPAC, a été attaqué oralement par un participant de la conférence lui reprochant d'être « faible » quand il a minimisé la valeur des options militaires contre l'Iran pendant une session de Questions Réponses.

Le dîner de gala de clôture, dans la soirée du lundi, a eu pour participants la crème du who's who de Washington. À cet événement, les dirigeants de l'AIPAC — accompagnés par une musique adaptée pour un film de super héros de Hollywood — ont lu avec enthousiasme la liste des participants - qu'ils ont qualifiée de « rouleau de l'appel » [1]. Cela a pris 13 minutes et incluait la majeure partie du Congrès, des officiels de haut rang de la Maison Blanche, du Département d'Etat et du Conseil de Sécurité Nationale. Pendant ce temps, le premier ministre israélien Ehoud Olmert — s'adressant à la foule par téléconférence à partir de Jérusalem - est entré dans le débat américain sur l'Irak d'une manière que le leadership israélien avait évité jusqu'ici. Il a ouvertement invité les délégués de l'AIPAC à pousser le congrès à soutenir la stratégie actuelle de l'administration Bush en Irak. Dans les jours qui ont suivi, Olmert a été vivement critiqué par la presse israélienne et d'autres membres de son propre gouvernement. (Nombreux sont ceux qui en Israël croient qu'il est inadéquat pour le chef de l'Etat d'essayer d'influencer ouvertement un débat américain.)

Après le dîner, Clinton et Obama se sont exprimés chacun de leur côté au centre de conférence — dans des salles distantes d'environ 25 mètres — tous deux très désireux de mettre en avant leurs lettres de créances pro-israéliennes. Des discussions s'en sont suivies sur le choix à faire. « Je ne peux pas décider, » a dit un délégué de l'AIPAC. « Je voudrais vraiment voir Obama en tant que personne, mais Hillary est meilleure pour Israël. » Environ 1.000 personnes ont assisté au discours d'Obama, mais l'assistance de Clinton était si nombreuse qu'elle débordait dans le vestibule.

Dans leur souci de maintenir leur image bipartisane, les membres de la direction de l'AIPAC sont restés fermement à l'écart du débat en pensant aux futures élections de 2008. En apparence, au moins, ils donnent l'impression que tous les candidats seraient aussi bons pour les intérêts d'Israël. Quand je me suis renseigné au sujet de Barack Obama et sur la question souvent soulevée de son inexpérience en matière de politique étrangère, le porte-parole de l'AIPAC, Josh Block, a rapidement rejeté cette objection, disant qu'Obama « passe une grande partie de son temps au Sénat. » Il y avait, cependant, certains membres de la conférence qui s'étaient donné pour mission de s'assurer que d'autres délégués savaient qu'Obama avait récemment déclaré que « personne ne souffre davantage que les palestiniens » lors d'un voyage récent dans l'Iowa — une déclaration qui a provoqué l'irritation de certains délégués de l'AIPAC.

On ne pouvait cependant qu'être frappé, par l'état d'esprit qui régnait à cette conférence en ce qui concerne l'administration encore au pouvoir. Pendant la cérémonie d'ouverture, les grands écrans vidéos derrière l'estrade ont projeté une série de diapositives retraçant la chronologie des présidents américains et des premiers ministres israéliens qui étaient leurs contemporains. Quand la projection en est arrivée à George W. Bush, la salle a éclaté en applaudissements — bien plus d'applaudissements que la foule n'en avait donné pour Reagan, Kennedy ou même Truman. Et quand Cheney est apparu la première fois sur la scène lundi matin, la foule s'est immédiatement levée et a rempli la salle d'applaudissements sonores, qui ont continué par intermittence lors de son discours, belliciste comme prévu.

Cela contrastait remarquablement avec les mauvais résultats actuels des sondages d'opinion publique concernant Bush et Cheney. Comme un délégué se tenant à mes côtés l'a dit pendant le discours du vice-président, « ceci doit être la dernière fois qu'une foule le salue de cette façon. »

Perdu source...

6 Annexes

6-1 A l'occasion de la Journée de la Terre

a) Conférence débat de l'Association Belgo-Palestinienne (Belgique)

et en préparation de la

journée internationale de mobilisation du 9 juin dénonçant l'occupation des Territoires palestiniens,

l'Association Belgo-Palestinienne, en collaboration avec les Facultés universitaires St-Louis, vous convie à une

Vendredi 30 mars 2007 à 19h30

« 40 ans d'occupation, ça suffit »

Facultés Universitaires St-Louis

Auditoire 1

Boulevard du Jardin Botanique, 43
1000 Bruxelles
(métro Botanique)

Mot d'accueil :

Hocine OUAZRAF, *Facultés universitaires St-Louis.*

Intervenants :

Leïla CHAHID, *Déléguée générale de Palestine auprès de l'UE et de la Belgique ;*

Elias SANBAR, *Ambassadeur de Palestine à l'UNESCO ;*

René BACKMANN, *rédacteur en chef au Nouvel Observateur, auteur de « Un Mur en Palestine ».*

Présidé par :

Pierre GALAND, *Président de l'Association Belgo-Palestinienne.*

b) Soirée de solidarité avec la Palestine et le Liban de StopUsa (Belgique)

Samedi 31 mars 2007

à partir de 18h

Centre International

171 Bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

?? 18h-19h30: témoignages de la mission avec Dr Jan Cools, Monked Mroue, Me Selma Benkhelifa, Dr An Muylaerts qui sont allés observer sur place au Liban les conséquences de l'usage par Israël des armes à sous-munitions, intervention de Marc Lemaire sur la Palestine.

Avec présentation de diapositives, film...

?? 19h30: repas libanais

?? 21h: soirée détente avec le chanteur libanais Ibrahim Bazzi

Entrée avec repas : 10 €

8 € en prévente

à verser sur le compte 001-1933216-82 avec mention "repas Liban" avant le 28 mars

7€ pour étudiants, sans-emplois, réfugiés

Entrée sans repas : 3€

Infos : info@stopusa - gsm 0486/25.77.02

www.stopusa.be